

Kenya/A l'approche de la présidentielle L'Occident sonne l'alarme

AFP

Nairobi/Kenya

Dénonçant la "détérioration de l'environnement politique", 20 de ses ambassadeurs en poste à Nairobi ne verraient pas d'inconvenient à un report du scrutin.

VINGT ambassadeurs occidentaux ont dénoncé hier la "détérioration de l'environnement politique" au Kenya et appelé les responsables de tous bords à calmer les esprits à l'approche de la présidentielle de jeudi, organisée à la suite de l'invalidation en justice de la réélection du président Uhuru Kenyatta. Après des semaines d'invectives entre pouvoir et opposition, de nombreuses questions subsistent sur le déroulement du scrutin de jeudi, notamment en raison du retrait du principal opposant, Raila Odinga, qui estime que les conditions ne sont pas réunies pour un scrutin crédible.

L'élection a été préparée dans la hâte par la Commission électorale (IEBC) afin de respecter la date limite prévue par la Constitution, tout en tentant de gommer les "irrégularités"

ayant mené la Cour suprême à invalider le scrutin du 8 août.

Les diplomates occidentaux ont d'ailleurs soutenu hier que si l'IEBC estime ne pas être prête à organiser l'élection, elle doit se tourner vers la Cour suprême pour obtenir un report au-delà du 31 octobre. C'est à cette date qu'expirera le délai constitutionnel de 60 jours prévu pour l'organisation d'une nouvelle présidentielle en cas d'invalidation du précédent scrutin.

"Cela ne nous poserait pas de problème", a assuré l'ambassadeur américain au Kenya, Robert Godec, s'exprimant au nom de 20 ambassadeurs occidentaux, dont celui de l'Union européenne, et semblant de la sorte se joindre du bout des lèvres aux appels de plus en plus nombreux en faveur d'un report de l'élection.

Hier, cet appel a été formulé notamment par l'organisation kényane Nous-le-Peuple, regroupant des membres de la société civile, des médias, du monde académique et de syndicats, et par le centre d'analyse International Crisis Group (ICG), selon lequel un report "aiderait à

éviter une crise au Kenya", dix ans après les pires violences post-électorales de l'histoire du pays (1 100 morts).

AU MOINS 40 MORTS

L'annulation historique de la présidentielle, le 1er septembre, avait été une victoire majeure pour l'opposant Raila Odinga, mais ce dernier a depuis annoncé ne pas vouloir participer à la nouvelle élection, soutenant que l'IEBC - accablée par la Cour suprême pour sa gestion du scrutin - n'a pas mené les réformes nécessaires pour garantir un scrutin libre, juste et crédible.

La coalition d'opposition NASA a appelé ses partisans à de nouvelles manifestations à partir de ce mardi contre l'IEBC "jusqu'à ce que les changements nécessaires" aient été effectués. Et M. Odinga a promis de préciser demain la marche à suivre pour ses partisans.

Au moins 40 personnes ont été tuées depuis le 8 août, la plupart dans la répression brutale des manifestations par la police, selon les organisations de défense des droits de l'Homme.

Signe de la profonde ten-



Photo : AFP

Le climat dans lequel se prépare la présidentielle de jeudi (ici un meeting du président sortant Uhuru Kenyatta hier) inquiète les diplomates occidentaux en poste à Nairobi.

sion entre les deux camps, la sœur de M. Odinga, Ruth Odinga, a été inculpée hier d'incitation à la violence.

"La détérioration de l'environnement politique mine les préparatifs de la nouvelle élection présidentielle", a soutenu M. Godec, épinglant à la fois l'opposition et le parti au pouvoir. "La rhétorique incendiaire, les attaques contre les institutions et l'insécurité croissante, tout cela rend la tenue d'un scrutin juste et crédible plus difficile".

M. Godec a à cet égard appelé le président Kenyatta à ne pas signer des amendements controversés à la loi électorale adoptés dans l'urgence par le Parlement,

dominé par le parti Jubilee. "Les attaques contre le personnel de l'IEBC doivent cesser", a ajouté M. Godec.

"Personne n'est obligé de briguer un mandat ou de voter (...), mais personne ne devrait faire usage de la violence ou de l'intimidation pour perturber le droit des autres personnes à voter ou à participer" au scrutin.

Si l'IEBC n'a pas accédé à certaines requêtes majeures de l'opposition, dont l'éviction de nombreux responsables et le choix de nouveaux fournisseurs de matériel électoral, M. Godec a souligné que certaines mesures avaient été prises par l'IEBC en vue du nouveau scrutin.

L'Afrique en bref

• **Bénin/Opposition.** Sébastien Ajavon à nouveau dans le collimateur de la justice



Photo : AFP

Sébastien Ajavon, riche homme d'affaires béninois et candidat malheureux à la dernière élection présidentielle, est à nouveau dans le viseur de la justice béninoise, accusé de "faux et usages de faux" dans une affaire d'exportation, a-t-on appris hier de source judiciaire.

• **Côte d'Ivoire/Politique.** Soro de retour à Abidjan

Le président de l'Assemblée nationale ivoirienne, Guillaume Soro, a lancé dimanche soir un appel au "dialogue" et à "l'apaisement" politique en Côte d'Ivoire, lors de son retour dans le pays après plus de deux mois d'absence.

• **Egypte/Jihadistes.** Huit véhicules tout-terrain détruits

L'armée de l'air égyptienne a annoncé hier avoir détruit dans l'ouest du pays huit véhicules tout-terrain soupçonnés de transporter des armes de contrebande depuis la Libye voisine.

• **RDCongo/Opposition.** Des militants dispersés à coups de gaz lacrymogènes à Lubumbashi

Plusieurs dizaines de militants d'opposition qui se rendaient hier à l'aéroport de Lubumbashi, dans le sud-est de la République démocratique du Congo, pour accueillir leur chef de file, Félix Tshisekedi, ont été dispersés à coups de gaz lacrymogènes.

• **Somalie/Conflit.** Huit morts dans le sud

Au moins 8 personnes ont été tuées et six blessées dimanche quand une mine a explosé au passage d'un minibus dans le sud de la Somalie, selon un responsable de la sécurité locale.

• **Tchad/Justice.** Les magistrats en grève

Les magistrats tchadiens ont entamé hier une grève de dix jours sur l'ensemble du territoire national à l'appel de leur centrale syndicale.

• **Togo/Politique.** L'opposition appelle à de nouvelles manifestations

L'opposition togolaise a appelé hier à de nouvelles manifestations le mois prochain contre le régime du président Faure Gnassingbé après deux mois de grave crise politique.

Les forces de l'ordre appelées à la fermeté et à la retenue

AFP

Nairobi/Kenya

LE ministre kényan de l'Intérieur Fred Matiangi a affirmé hier que les services de sécurité étaient prêts à garantir que l'élection présidentielle du 26 octobre se déroule dans le calme et leur a demandé de faire preuve à la fois de fermeté et de retenue.

"Nous avons planifié tout ce qui était nécessaire pour garantir la sécurité du pays et la capacité de l'IEBC (la Commission électorale, ndlr) à mener une élection réussie. C'est notre mandat, c'est

notre travail et nous allons le faire", a déclaré M. Matiangi, devant un parterre de responsables des services de sécurité réunis à Nairobi.

"L'IEBC nous a fait savoir quels étaient leurs besoins. Nous les avons discutés et nous avons fait toutes les préparations nécessaires", a-t-il insisté. "Je suis confiant sur le fait que nous sommes prêts à répéter ce que nous avons fait le 8 août", à savoir garantir une élection pacifique. M. Matiangi a appelé les forces de l'ordre à faire preuve de fermeté, mais aussi de retenue, pour éviter que la crise, la pire traversée par le pays depuis les vio-

lences post-électorales de 2007-2008 (au moins 1 100 morts), ne s'aggrave encore. "Vous avez le soutien du ministère. Soyez fermes pour garantir que la loi soit respectée. Adoptez une attitude très objective et directe pour régler ce qui doit être réglé", a repris le ministre.

"Les passions sont exacerbées dans le pays en ce moment. Les émotions sont fortes. Nous avons aussi la responsabilité en tant que dirigeants de maintenir notre pays uni", a-t-il cependant prévenu.

"Exerçons de la retenue dans ce que nous faisons", a-t-il plaidé. "Notre responsabilité



Photo : AFP

Le ministre de l'Intérieur, Fred Matiangi, l'assure : les services de sécurité sont prêts pour garantir un vote paisible jeudi.

première est la sécurité des gens que nous gouvernons.

Faisons en sorte que les gens soient en sécurité."

Nigeria/Attentats

Quatorze morts à Maiduguri

AFP

Maiduguri/Nigeria

TROIS femmes kamikazes se sont fait exploser dimanche soir à Maiduguri, capitale de l'Etat du Borno (Nigeria), faisant quatorze morts et dix-huit blessés, a-t-on appris de sources officielles hier.

"Pour l'instant nous avons recensé 14 personnes tuées et 18 blessés dans le triple attentat-suicide qui a eu lieu hier soir (dimanche)", a déclaré Ahmed Satomi, de l'Agence de gestion des ur-

gences de l'Etat du Borno (SEMA).

"Le quartier de Muna Garage (un quartier où se sont déroulés les attentats) est vulnérable. Cette année, nous avons compté 13 attaques-suicides", a-t-il ajouté. "Je pense que nous devons renforcer la sécurité dans cette zone".

Muna Garage se situe à la périphérie de la capitale du Borno. Sa gare routière est l'un des endroits les plus fréquentés de la ville et le camp de déplacés, où se sont réfugiés des milliers de personnes pour fuir les violences, n'ont ni portail ni

protection.

Dimanche soir, "une première femme a déclenché sa ceinture explosive à 21H45 (même heure au Gabon) devant un petit restaurant de rue", a rapporté une source militaire.

"Quelques minutes plus tard, une autre femme a explosé dans le même quartier, juste devant l'entrée du camp de déplacés", a-t-il ajouté.

La troisième femme, dont la ceinture n'a pas totalement fonctionné, n'a pas fait de victime.

Dimanche, une alerte avait été lancée à Maiduguri,

après que de "nombreux membres du groupe Boko Haram eurent été aperçus rôdant autour de la ville", a expliqué la source militaire. Maiduguri, ville où a été fondé le groupe jihadiste nigérian, a retrouvé une paix relative, malgré des attentats sporadiques. Toutefois, la ville de Konduga, à 20 kilomètres de la capitale, est le théâtre de nombreuses attaques depuis quelques mois.

L'Etat du Borno, épicentre des violences entre l'armée et Boko Haram, reste en grande partie inaccessible, bien que le groupe jihadiste

ne contrôle plus de grandes parties du territoire comme ce fut le cas jusqu'en 2015.

Près d'un million de personnes ont trouvé refuge à Maiduguri, et beaucoup vivent dans des camps de déplacés dispersés dans cette grande ville du nord-est du Nigeria, où la situation humanitaire et sécuritaire est extrêmement précaire.

L'insurrection de Boko Haram, particulièrement meurtrière depuis 2009, qui a dévasté le nord-est du Nigeria, a fait au moins 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés.